



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETE n° 2024/448 : Portant réglementation provisoire du stationnement, rue Gustave Guillaumet

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2024/352 du 9 octobre 2024 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière d'espaces publics, de circulation et stationnement et de transports en commun,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement d'enlèvement des déchets, rue Gustave Guillaumet,

ARRETE :

ARTICLE 1. STATIONNEMENT

Du mercredi 8 janvier 2025 au vendredi 7 février 2025, le stationnement des véhicules est interdit sur deux emplacements, rue Gustave Guillaumet, pour permettre la pose d'une benne afin de faciliter l'évacuation des déchets des travaux de reprises en sous oeuvre.

ARTICLE 2.

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

ARTICLE 3.

Les signalisations réglementaires sont mises en place par l'entreprise PROBAT CD, 3 rue Gutenberg 91630 GUIBEVILLE. Le chantier s'effectue sous le contrôle de Monsieur Laurent BARNAKIAN - Tél : 01.60.81.10.20. Pendant les travaux, le responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons ainsi que le libre accès aux riverains.

ARTICLE 4.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,

Hôtel de Ville
54, Grande Rue
BP 76
92311 Sèvres Cedex

☎ 01 41 14 10 10

☎ 01 75 19 41 20

PUBLIE PAR VOIE ELECTRONIQUE LE :

30 DEC. 2024

Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris
Seine Ouest,
Madame le Commissaire de Police,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sèvres, le 30 décembre 2024.

NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.



Pour le Maire et par délégation,

Franck-Eric MOREL

*Le Conseiller Municipal délégué aux espaces publics,
à la circulation, au stationnement et aux transports en
commun,*